

Conséquence des divisions au sein de l'Opep

La baisse des prix du pétrole se poursuivra en 2016



©
D.R.

Fin de la paix sociale ?

L'Opep a paru bien divisée, bien affaiblie lors de la réunion de l'Opep de vendredi dernier. Résultat : l'organisation a décidé le maintien de la production, en dépit d'un excès de l'offre qui pousse les prix à la baisse. Face à l'Arabie saoudite qui tient toujours à sa politique de défense des parts de marché, le bloc des pays les plus touchés par la crise - Algérie, Venezuela, Nigeria, Iran - n'est toujours pas parvenu à un consensus sur l'organisation d'un sommet de chefs d'État de l'Opep qui pourrait décider d'une baisse de production. Hors Opep, la Russie comme à l'accoutumée fait cavalier seul. Elle poursuit comme l'Arabie saoudite une politique perdante qui consiste à augmenter les volumes de production, pour atténuer les effets de la baisse des prix sur ses revenus pétroliers. Cette indécision va plomber les prix en 2016, surtout qu'on annonce pour le début de l'année prochaine une augmentation de la production de l'Iran. Selon des experts, les prix du pétrole pourraient descendre jusqu'à atteindre moins de 40 dollars. L'impact d'une telle évolution des prix aura des effets désastreux sur l'économie nationale : hausse des prix des produits de large consommation du fait d'une dévaluation plus importante du dinar et, partant, une perte du pouvoir d'achat de la majorité des Algériens, augmentation du chômage en raison du gel des recrutements dans la Fonction publique et de la baisse des investissements publics. Ces effets négatifs vont être accentués avec l'abandon programmé des subventions envisagées par les pouvoirs publics vers fin 2016, voire en 2017. Au plan macroéconomique, on assistera à une fragilisation de la situation financière du pays : une baisse importante des réserves monétaires - diminution

d'au moins 30 milliards de dollars des réserves en devises et quasi-extinction du Fonds de régulation vers fin 2016. À ce rythme de dépenses, les réserves de change ont une durée de vie de cinq ans, le fonds de régulation 1 à 2 ans. À court terme, la grosse difficulté financière de l'Algérie sera donc d'ordre budgétaire. Car le budget de l'État n'est soutenable qu'à un prix du pétrole de plus de 100 dollars. On en est loin. Le gouvernement aura ainsi de grosses difficultés à financer ses dépenses de fonctionnement et d'investissement. Moins de recrutements, moins de contrats, les entreprises pâtiront également de cette conjoncture morose.

Face à cette grave situation, le gouvernement tergiverse. Il n'a pas paradoxalement une stratégie claire, cohérente, pour surmonter cette crise, se contentant de demi-mesures, voire de mesurette. Faut-il que la situation économique de l'Algérie se dégrade davantage pour agir ? Cette indécision au plus haut niveau de l'État augure la fin de la paix sociale et un grand bonjour à l'instabilité politique. À moins que l'Exécutif se transforme en un véritable gouvernement de crise et décide des mesures qui atténueront les effets de cette baisse des prix du pétrole sur les citoyens : mieux appréhender l'assiette fiscale en s'orientant vers les niches fiscales, mise en œuvre de la loi sur la normalisation, réduction du train de vie de l'État, alternatives financières au financement par le budget des investissements publics, amélioration du climat des affaires et actions pour drainer les capitaux de l'étranger et pour stopper efficacement les transferts illégaux de devises.